

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron  
Cellule carrière, mines et après-mines  
ZAC de Bourran  
9 Rue de Bruxelles  
12000 Rodez

Rodez, le 13/12/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 25/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SAS SEVIGNE INDUSTRIES**

La Borie Sèche  
BP 6  
12520 Aguessac

Références : 12-CARMIN-2025-37

Code AIOT : 0006802589

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/11/2025 dans l'établissement SAS SEVIGNE INDUSTRIES implanté Le cavet 12230 La Cavalerie. L'inspection a été annoncée le 20/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection fait suite au constat non soldé de l'inspection du 29 mai 2024 relatif au téléversement dans le registre national des déchets, terres excavées et sédiments.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAS SEVIGNE INDUSTRIES

- Le cavet 12230 La Cavalerie
- Code AIOT : 0006802589
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière à ciel ouvert de calcaire, sise au lieu dit "Le Cavet" commune de la Cavalerie, est autorisée au bénéfice de SAS SEVIGNE, pour 30 ans, avec une production moyenne de 80 000 T / an et maximale de 150 000 T / an par arrêté préfectoral 12-2022-12-13-00002 en date du 13 décembre.

La carrière de la Cavalerie fonctionne par besoin et n'était pas en activité le jour de l'inspection.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
6	Téléversement RNDTS	Code de l'environnement du 13/12/2022, article R.541-43-1 II	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Karst	Arrêté Préfectoral du 13/12/2022, article 2.1.5.3 IV	Sans objet
2	Extraction	Arrêté Préfectoral du 13/12/2022, article 2.1.5.3 V	Sans objet
3	Surveillance poussières	Arrêté Préfectoral du 13/12/2022, article 3.3.1	Sans objet
4	surveillance poussières	Arrêté Préfectoral du 13/12/2022, article 3.3.2	Sans objet
5	surveillance poussières	Arrêté Préfectoral du 13/12/2022, article 3.3.3	Sans objet
7	Aire étanche	Arrêté Préfectoral du 13/12/2022, article 7.3.1 I	Sans objet
8	Aire étanche	Arrêté Préfectoral du 13/12/2022, article 7.3.1 II	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de relever une difficulté du téléversement dans le registre national des déchets, terres excavées et sédiments. Cette difficulté réside dans un problème de compatibilité de fichiers entre le registre numérique de l'exploitant et celui exigé par le registre national (BRGM). Celle-ci a été identifiée chez plusieurs carriers.

Depuis, le téléversement doit s'opérer via trackdéchets. L'exploitant indique être en mesure de pouvoir téléverser dès le début d'année prochaine, faute de quoi l'inspection des installations classées proposera un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Karst

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/12/2022, article 2.1.5.3 IV
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] En cas de mise à jour d'une figure karstique, lors de l'extraction, et afin de limiter l'infiltration directe des eaux dans le massif, l'exploitation est arrêtée afin de sécuriser la zone d'infiltration des eaux. Un balisage est réalisé. [...]
<b>Constats :</b>  L'exploitant indique ne pas avoir rencontré à ce jour de figure karstique. Au jour de l'inspection, les fronts sur lesquels travaillent actuellement l'exploitant sont faillés mais sains. Il n'est pas constaté de présence d'ovens.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Extraction

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/12/2022, article 2.1.5.3 V
<b>Thème(s) :</b> Autre, Extraction
<b>Prescription contrôlée :</b>  <u>Description phase 1 :</u>  <b>Extraction :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Poursuite de l'extraction en direction du Sud-Ouest, amorce de l'approfondissement du carreau 763,5/755 m NGF ;</li><li>• Approfondissement du carreau en secteur Nord 755/756 m NGF</li><li>• Elargissement des dépôts (d'extraction et de déchets inertes extérieurs) en partie centrale à l'aplomb du carreau à 784 m NGF ;</li></ul> <b>Remise en état des secteurs suivants :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Partie du gradin en secteur Sud-Ouest 790 m NGF ;</li><li>• Talus des dépôts de stériles dont la progression est terminée ;</li><li>• Talus au Sud de la rampe d'accès de la carrière. [...]</li></ul>
<b>Constats :</b>  L'exploitation est en phase 1 (renouvellement de 2022). Actuellement, l'extraction se poursuit en direction du Sud-Ouest avant un approfondissement du carreau. Les remises en état suivantes sont amorcées : - végétalisation naturelle du gradin en secteur Sud Ouest et rampe d'accès à la carrière.

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
--

  

<b>N° 3 : Surveillance poussières</b>
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/12/2022, article 3.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Poussières
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant assure des mesures de retombées de poussières par la méthode "jauge OWEN" pour les activités autorisées par le présent arrêté. Deux jauges (1 Nord et 1 Sud) sont positionnées sur une durée minimale de 30 jours pour chaque campagne.
<b>Constats :</b>  L'exploitant surveille les émissions de poussières par le biais de deux jauges OWEN (1 au Nord et 1 au Sud) positionnées dans le sens des vents dominants. Une campagne est actuellement en cours au jour de l'inspection. Les campagnes sur l'année 2024 ont duré 30 jours.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

  

<b>N° 4 : surveillance poussières</b>
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/12/2022, article 3.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, poussières
<b>Prescription contrôlée :</b>  La fréquence des mesures de retombées de poussières est au minimum trimestrielle.
<b>Constats :</b>  Sur l'année 2024, les campagnes de surveillance de retombées de poussières ont été réalisées à une fréquence trimestrielles (4 campagnes).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

  

<b>N° 5 : surveillance poussières</b>
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/12/2022, article 3.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, poussières
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'objectif à atteindre est de 500 mg/m <sup>2</sup> /jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges. En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu au paragraphe suivant du présent arrêté, l'exploitant met en œuvre rapidement des mesures correctives.

<p><b>Constats :</b></p> <p>Les résultats des campagnes réalisées sur l'année 2024 sont tous inférieurs au seuil des 500mg/m<sup>2</sup>/jour (valeur la plus haute constatée de 63 mg/m<sup>2</sup>/jour).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 6 : Téléversement RNDTS**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 13/12/2022, article R.541-43-1 II</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des terres excavées et sédiments ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes produisant ou traitant des terres excavées et sédiments, y compris les personnes effectuant une opération de valorisation de terres excavées et sédiments et les personnes exploitant une installation de transit ou de regroupement de terres excavées et sédiments. Le registre national des terres excavées et sédiments et le registre national des déchets mentionné à l'article R. 541-43 peuvent constituer une unique base de données.</p> <p>Ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission a lieu, au plus tard, le dernier jour du mois suivant l'expédition, la réception ou le traitement, y compris la valorisation, des terres excavées et sédiments, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges automatisés de données selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite d'inspection du 29 mai 2024, l'exploitant a fait part de ces difficultés à téléverser dans le registre national dû notamment à une incompatibilité informatique du registre exploitant et du registre national.</p> <p>Le téléversement s'opère dorénavant via trackdéchets. L'exploitant indique être en mesure de téléverser les données dès le début d'année 2026.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant d'informer l'inspection des installations classées du début du téléversement des données.</p> <p>En l'absence de téléversement au 1er février 2026, il sera proposé un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

**N° 7 : Aire étanche**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/12/2022, article 7.3.1 I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Aire étanche
<b>Prescription contrôlée :</b>  Une cuve GNR double enveloppe de 400 L assure l'approvisionnement du chargeur et du groupe électrogène nécessaire à l'alimentation électrique de la base vie, du pont bascule et du local attenant, sur une aire étanche connectée à un débourbeur déshuileur.
<b>Constats :</b>  L'exploitant dispose d'une cuve GNR de 400L équipée d'une double enveloppe métallique installée dans un container. Une aire étanche équipée d'un séparateur d'hydrocarbures juxte le container. Le rejet du séparateur s'effectue dans un bassin attenant.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Aire étanche**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/12/2022, article 7.3.1 II
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Aire étanche
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le stationnement des chargeurs en heure non ouvrable est réalisé sur une aire étanche traité en enrobé. L'exploitant est tenu d'effectuer l'entretien courant (vidange) et le ravitaillement en carburant uniquement sur cette aire.
<b>Constats :</b>  L'aire étanche réalisé en enrobé juxte le poste de ravitaillement. Au jour de l'inspection, aucun engin n'était présent sur le site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite